



CHRISTIAN NAMY

«QAG - Christian NAMY sur la Gestion des déchets radioactifs : « Quelles mesures pour la sécurité du site de Bure ? »»

12/07/2017

Christian Namy, sénateur Union Centriste de la Meuse, a interpellé ce jour, à l'occasion des Questions d'Actualité, le Gouvernement au sujet de la gestion des déchets radio-actifs notamment sur le site de Bure dans la Meuse. Le précédent Gouvernement s'était engagé à faire respecter l'autorité de l'Etat. Or, la situation locale ne cesse de se dégrader : « quelles mesures allez-vous prendre pour garantir la sécurité de ce site ? » a demandé le sénateur au Ministre de l'Intérieur.

« La gestion des déchets nucléaires est un dossier d'intérêt national » a déclaré le sénateur. « Depuis maintenant 16 ans l'ANDRA exploite un laboratoire souterrain, implanté en Meuse, à 492 mètres de profondeur, le Parlement ayant entériné le choix du stockage en couche géologique en 2006 » a-t-il indiqué.

En Février 2017, Christian Namy avait interrogé le précédent gouvernement afin de sensibiliser l'Etat aux difficultés du maintien de la sécurité des installations de l'ANDRA et aux agressions subies par les habitants et les élus locaux. « *Votre prédécesseur avait affirmé dans sa réponse, je cite, "l'autorité de l'Etat et des lois de la République seront respectés"* » a rappelé le sénateur.

« A ce jour, la situation locale ne cesse de se dégrader malgré l'engagement des forces de l'ordre à qui je rends hommage » s'est alarmé le sénateur de la Meuse. « Les menaces multiples, les dégradations, et tout dernièrement une tentative d'incendie d'un hôtel-restaurant par des individus cagoulés démontrent à l'évidence, que les casseurs sont à l'oeuvre. Cet état de fait est inacceptable et ne peut perdurer » a-t-il poursuivi.

Le gouvernement a pris la décision d'installer de façon pérenne un bataillon de gendarmerie mobile sur le site de Bure : « *je vous remercie de le confirmer devant la Représentation Nationale et je me permets de vous demander si vous comptez venir sur place afin de rassurer la population et les élus locaux* » a donc demandé le sénateur au ministre.

Cette situation est de plus en plus identique à celle de la ZAD de Nantes. Il s'agit d'un dossier

national. « *Il n'y a aucune raison que les populations locales en subissent les conséquences. Leur exaspération est à son comble* » a conclu le sénateur.

Contact presse : Géraldine SQUENEL

01 42 34 30 58 - udipresse@senat.fr

Internet : www.udi-uc-senat.fr

Twitter : [@UDIUC](https://twitter.com/UDIUC)

Facebook : [SenateursUDIUC](https://www.facebook.com/SenateursUDIUC)